



20.3130

Motion APK-N.**Schrittweise Öffnung der Grenzen
und Wiederherstellung
der Personenfreizügigkeit****Motion CPE-N.****Ouverture par étapes des frontières
et rétablissement de la libre
circulation des personnes**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.05.20

Antrag der Kommission
Annahme der Motion*Antrag Addor*
Ablehnung der Motion*Proposition de la commission*
Adopter la motion*Proposition Addor*
Rejeter la motion
Développement par écrit

La pandémie de Covid-19 et plus encore, les mesures ordonnées depuis le 13 mars 2020 ont provoqué une paralysie sans précédent de tout le pays et ont plongé celui-ci dans une crise économique et également sociale sans précédent. A la fin avril 2020, un tiers des salariés de ce pays, 1,85 million de personnes, était au chômage partiel et plus de 150 000 au chômage complet. Une fois enrayée la propagation du virus, il faudra donc bien enrayer la crise économique et défendre les emplois des travailleurs de ce pays. Par quel moyen? Le même que celui que le Conseil fédéral a lui-même identifié comme décisif pour préserver notre santé: le contrôle, au besoin la fermeture de nos frontières. Car quand cela va mal, les frontières protègent. Tous les pays signataires de l'Accord sur la libre circulation des personnes l'ont reconnu, eux qui, sans aucun souci d'un quelconque intérêt commun, ont agi en ordre dispersé dans l'unique souci de leurs intérêts nationaux. L'Union européenne s'est de son côté montrée incapable de la moindre influence décisive dans la gestion de cette crise. A quoi peut donc bien rimer un appel à une gestion coordonnée de la pandémie dans l'espace Schengen? Et cette libre circulation que la commission souhaite rétablir au plus vite, après avoir été celle du virus, il ne faut pas qu'elle devienne celle des chômeurs. Une fois que le risque du virus se sera éloigné. Nous n'avons pas le droit d'exposer les travailleurs de ce pays, déjà durement éprouvés par la crise, au risque de perdre leur emploi du fait d'une concurrence internationale exacerbée. Les frontières nous protègent de façon décisive contre la propagation du virus. Elles protégeront tout aussi bien nos emplois. La logique de la motion va ainsi à l'exact opposé des intérêts des travailleurs victimes de la crise: au lieu de les protéger en maintenant des contrôles adaptés à nos frontières, au besoin en suspendant pour une durée limitée l'application de l'Accord sur la libre circulation des personnes (comme le permet son art. 14 al. 2 précisément en présence de "difficultés sérieuses" telle que nous les vivons – c'est le moins que l'on puisse dire), on veut les exposer au plus vite aux risques de la libre circulation des personnes, avatar européen de la mondialisation et d'une division internationale du travail dont cette crise aura marqué la faillite.



Walder Nicolas (G, GE), pour la commission: Le 20 avril dernier, notre Commission de politique extérieure a soutenu très largement – par 14 voix contre 7 et 1 abstention – la motion 20.3130, chargeant le Conseil fédéral d'établir une feuille de

AB 2020 N 532 / BO 2020 N 532

route pour une ouverture par étape des frontières nationales afin que les familles puissent rapidement être réunies et la libre circulation des personnes rétablie.

Une majorité des membres de la commission ont estimé que le maintien des frontières closes, sans stratégie claire de retour à la libre circulation, était préjudiciable au bon fonctionnement de notre pays et à la vie de nos concitoyennes et concitoyens. Ils ont voulu exprimer leur préoccupation face à une situation très dommageable, en particulier pour les régions frontalières. Les fermetures de nombreux postes frontières, les autorisations délivrées au compte-goutte et les contrôles systématiques aux douanes restées ouvertes posent en effet de multiples problèmes qui iront en s'intensifiant avec le redémarrage planifié de l'activité économique.

Cette situation conduit aussi à des drames humains pour lesquels des solutions doivent être rapidement trouvées. Car oui, des relations amicales et amoureuses se sont tissées indépendamment des limites territoriales de notre pays, rendant la situation actuelle très difficile à vivre pour de nombreux habitants et habitantes. Si les couples mariés et pacsés ont bénéficié de dérogations pour se réunir, ce n'est pas le cas pour de nombreux concubins et familles qui n'ont plus pu se revoir depuis le début du semi-confinement. Les images de couples et amis se parlant à travers des barbelés de part et d'autre de la frontière entre Constance et Kreuzlingen illustrent parfaitement le coût humain de cette situation.

L'inquiétude face à la persistance de cette fermeture très rigide des frontières a d'ailleurs fait réagir des autorités cantonales à l'instar de la lettre adressée au Conseil fédéral le 27 avril dernier par la Conférence des gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest pour lui faire part de graves perturbations causées à leur région par l'application stricte de l'ordonnance 2 Covid-19.

Les habitants des régions frontalières, quant à eux, ne comprennent pas que, tout en laissant entrer quotidiennement dans notre pays des centaines de milliers de personnes pour travailler ou pour transporter des marchandises, ils et elles continuent de se voir refuser la visite de leur partenaire, famille ou ami. Ils et elles ne comprennent pas qu'on autorise les habitants à se déplacer à travers tout le pays et qu'on refuse à une citoyenne de Kreuzlingen la possibilité de rendre visite à son fiancé qui vit à moins d'un kilomètre de chez elle. Notre commission est pleinement consciente que la fermeture des frontières a été dictée par la volonté légitime de limiter la propagation du virus et que la situation sanitaire exigeait de prendre cette décision.

Elle est aussi sensible au fait que l'ouverture des frontières doit se faire en pleine coordination avec nos voisins de l'espace Schengen.

Elle a toutefois jugé qu'il était désormais temps, pour le Conseil fédéral, d'établir une feuille de route claire pour une réouverture par étape des frontières permettant aux acteurs touristiques d'entrevoir enfin le bout du tunnel et aux cantons frontaliers d'organiser sereinement la reprise des activités, et permettant bien sûr aux familles séparées depuis plus d'un mois d'envisager leurs retrouvailles. Un plan qui bien sûr sera susceptible d'être en tout temps adapté à l'évolution de la pandémie qui nous affecte.

Ainsi, par 14 voix contre 7 et 1 abstention, la Commission de politique extérieure vous invite à soutenir cette motion.

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: Die Aussenpolitische Kommission Ihres Rates beauftragt den Bundesrat, einen Fahrplan zur schrittweisen Öffnung der Landesgrenzen zu erarbeiten und damit auch die Personenfreizügigkeit wiederherzustellen. Die Grenzschliessungen waren für die Grenzregionen in den letzten Wochen enorm belastend. Sie waren aber auch für die ganze Bevölkerung und für die Wirtschaft sehr einschränkend. Familien konnten sich nicht mehr sehen, es sei denn, sie hätten Härtefallgesuche gestellt. Familien wurden getrennt. Unverheiratete Paare konnten sich zum Teil über Wochen nicht sehen. Teilweise kam es an den Grenzen zu langen Wartezeiten für Grenzgängerinnen und Grenzgänger, die in krisenkritischen Institutionen arbeiten, zum Beispiel im Gesundheitswesen oder auch in der Lebensmittelindustrie. Es haben sich gerade im persönlichen und familiären Bereich zum Teil auch Dramen abgespielt, die zu einer breit unterstützten Petition führten. Es ist schon schwierig nachzuvollziehen, dass im 21. Jahrhundert Paare, die keinen Tauschein oder keine eingetragene Partnerschaft haben, dem Staat beweisen und klarmachen müssen, dass sie sich lieben, damit sie sich überhaupt wiedersehen können.

Zudem wollen wir auch dem Tourismus Perspektiven bieten. Wir haben vorhin einen Rechtsstillstand für die Reisebranche beschlossen. Aber damit der Tourismus auch wieder in Gang kommen kann, braucht es offene Grenzen, und zwar sowohl für den hereinkommenden Tourismus wie auch für die Menschen, die ins Ausland



reisen wollen. Offene Grenzen sind auch essenziell für die ganzen Wertschöpfungsketten und für unsere Wirtschaft, die unter den geschlossenen Grenzen ebenfalls gelitten hat, obwohl natürlich der Güterverkehr wesentlich weniger davon betroffen war als der freie Personenverkehr.

Der Bundesrat hat einen Fahrplan aufgestellt, wie die Lockerungen des Lockdowns im Inland erfolgen sollen. Bisher hat er es unterlassen aufzuzeigen, wie die Grenzen wieder aufgehen sollen. Selbstverständlich können wir dies nicht unilateral beschliessen, sondern müssen dies in Abstimmung mit unseren Nachbarländern, aber auch mit den Ländern des Schengen-Raums koordinieren.

Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates hat diese Kommissionsmotion mit 14 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen, denn sie schaute es als existenziell für unser Land an, dass die Grenzen wieder geöffnet werden können. Wenn Sie derzeit auf den Schweizer Autobahnen unterwegs sind, sehen Sie immer wieder die Schilder "Ausreise nach Deutschland, Frankreich, Italien und Österreich eingeschränkt". Dies wirkt beklemmend, denn es ist ein Teil unserer Grundrechte und Freiheiten, auch die Grenzen passieren zu können. Sobald epidemiologisch verantwortbar, soll deshalb der Bundesrat die Grenzöffnungen rasch an die Hand nehmen.

Ich danke der Mehrheit der Kommission, die diese Motion unterstützt hat, und dem Bundesrat, der bereit ist, sie entgegenzunehmen.

Aeschi Thomas (V, ZG): Frau Markwalder, wie will denn die APK sicherstellen, dass nur virusfreie Personen in die Schweiz einreisen und dass nicht wieder zunehmend Virusträger durch die offenen Grenzen in die Schweiz kommen?

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: Die APK hat das Postulat der Gesundheitsprävention immer an erste Stelle gestellt. Wir haben allerdings keine konkreten Massnahmen wie z. B. Temperaturmessungen diskutiert, wie wir sie in asiatischen Staaten gesehen haben. Ich glaube, Herr Aeschi, wir müssen uns gerade in dieser Zeit bewusst sein, dass es eine hundertprozentige Garantie, dass dereinst niemand wieder mit dem Virus über die Grenze kommen könnte, nicht gibt.

Aber es gibt, wie wir jetzt gesehen haben, wirksame Regeln, mit denen wir die Verbreitung dieses Virus erfolgreich eindämmen konnten, nämlich Hygienemassnahmen. Wenn wir diese alle konsequent einhalten, dann sollten wir eben auch die Grenzen wieder öffnen können, damit Personen ein- und ausreisen können, damit der Tourismus wieder in Gang kommt und damit auch die Wertschöpfungsketten, die zum Teil stark gestört oder sogar unterbrochen wurden, wiederhergestellt werden können.

Addor Jean-Luc (V, VS): Madame Markwalder, que compte faire la commission pour éviter qu'après la libre circulation du virus, un rétablissement hâtif de la libre circulation des personnes ne débouche sur la libre circulation des chômeurs et qu'ainsi, on aggrave encore la crise économique et sociétale dans laquelle les mesures prises nous ont déjà plongés?

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: Zum einen wissen Sie ja genau wie ich, dass die Personenfreizügigkeit an den Arbeitsmarkt gebunden ist, also dass die Menschen nur in der Schweiz arbeiten können oder eine

AB 2020 N 533 / BO 2020 N 533

Niederlassungsbewilligung erhalten, wenn sie hier auch einen gültigen Arbeitsvertrag haben.

Sie haben gesehen, dass die Stellenausschreibung stark eingebrochen ist und dass die Arbeitslosigkeit natürlich auch in der Schweiz ansteigen wird. Nichtsdestotrotz ist die Personenfreizügigkeit ja an den Arbeitsmarkt gebunden. Sie ist ein wirtschaftlicher Erfolg, hat sie doch den Schweizerinnen und Schweizern seit ihrer Einführung ein jährliches Durchschnittseinkommen beschert.

Nun will der Bundesrat aber auch flankierend – wenn die Grenzen wieder geöffnet werden und sich die Menschen eben auch hier wieder bewerben können – wieder die Stellenmeldepflicht einführen, wie sie unser Rat auch beschlossen hat. An diese Fragen haben wir ebenfalls gedacht.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Zunächst möchte ich noch einmal bekräftigen, dass der Schutz der Gesundheit der Schweizer Bevölkerung für den Bundesrat an oberster Stelle steht. Der Bundesrat ist aber bereit, die Motion entgegenzunehmen. Er teilt das Ziel, im privaten, im sozialen und im Arbeitsleben so rasch wie möglich wieder Normalität herzustellen, um die volkswirtschaftlichen Schäden zu minimieren. Parallel zu den wirtschaftlichen Öffnungsschritten, die der Bundesrat am 16. und am 29. April beschlossen hat, soll daher auch eine schrittweise und vorsichtige Lockerung der Einreise- und Zulassungsbedingungen erfolgen, sobald die epidemiologische Situation dies erlaubt. Es steht ja auch in der Begründung der Motion der APK Ihres Ra-



tes, der Bundesrat solle, analog zum dreistufigen Fahrplan der Lockerungen im Inland, auch einen Fahrplan aufstellen, wann welche Grenzübergänge wieder geöffnet werden.

Ich möchte hier vielleicht Frau Nationalrätin Markwalder widersprechen: Der Bundesrat hat einen Fahrplan aufgestellt. Am 29. April hat er, analog zum Fahrplan, den wir auch für die Binnenwirtschaft haben, einen ersten Lockerungsschritt für nächsten Montag, also für den 11. Mai, in Aussicht gestellt; ich komme noch darauf zurück. Der zweite Lockerungsschritt soll am 8. Juni erfolgen, gefolgt von einem dritten Lockerungsschritt, der dann auch wieder auf die weiteren Lockerungen im Inland abgestimmt ist. Das wurde bereits so entschieden. Um die Bevölkerung in der Schweiz vor Ansteckungen mit dem Coronavirus zu schützen und die Kapazitäten im Schweizer Gesundheitswesen zu sichern, ist seit dem 25. März die Einreise in die Schweiz bekanntlich nur noch sehr beschränkt möglich. Sie ist grundsätzlich nur erlaubt für Bürgerinnen und Bürger aus der Schweiz, aus dem Fürstentum Liechtenstein, für Personen mit einem Aufenthaltstitel in der Schweiz, für Grenzgänger und Personen mit einer Meldebestätigung. Sonst ist die Einreise nur für Menschen möglich, die sich in einer Situation äusserster Notwendigkeit befinden.

Diese Einreise- und Zulassungsbeschränkungen lockern wir nun aufgrund des positiven Verlaufs der Pandemie, wie gesagt, schrittweise. Der Bundesrat war und ist dabei bestrebt, die Lockerungsmassnahmen soweit möglich mit der EU und den Schengen-Staaten zu koordinieren. Letzte Woche hat eine Innenministerkonferenz per Video stattgefunden, an der wir uns ausgetauscht haben. Ich stehe auch persönlich mit den zuständigen Ministerien der umliegenden Länder in Kontakt. Der bilaterale Austausch mit den Nachbarstaaten wurde intensiviert und ist hier auch matchentscheidend. Wie gesagt, ist die Schweiz auch auf europäischer Ebene dort, wo wir eingeladen sind, involviert.

Bei der ersten Lockerungsetappe ab dem 11. Mai handelt es sich um eine moderate Öffnung. Wir wollen sicherstellen, dass Gesuche, die bereits vor der Einführung der Einschränkungen im März gestellt wurden, wieder normal bearbeitet werden. Es handelt sich dabei beispielsweise um Gesuche um eine Aufenthalts- oder Grenzgängerbewilligung von Erwerbstätigen aus dem EU/EFTA-Ausland. Die Anträge, welche nicht in einem öffentlichen Interesse im Sinn der wirtschaftlichen Landesversorgung entsprechen, sind eben derzeit suspendiert. Es geht hier also in anderen Worten hauptsächlich auch um den Abbau von Pendenzen. Es geht um Personen, die einen Arbeitsvertrag in der Schweiz haben. Für Schweizer und EU-Bürgerinnen und -Bürger soll ab diesem Datum auch der Familiennachzug in die Schweiz wieder möglich sein. Beispielsweise kann der ausländische Ehemann einer Schweizerin dann wieder eine Aufenthaltsbewilligung für die Schweiz beantragen.

Wichtig ist für den Bundesrat aber auch, dass die Grenzkontrollen nach dem 11. Mai bestehen bleiben. Gegenseitige Absprachen mit den Nachbarstaaten haben gezeigt, dass es zu früh ist, die Kontrollen ganz aufzugeben. Es gibt aber für Grenzgängerinnen und Grenzgänger sogenannte Green Lanes, und es sind auch weitere Öffnungsschritte geplant. Die Absprachen innerhalb der Schengen-Staaten haben aber ergeben: Die Priorität liegt auf dem einwandfreien Warenverkehr, auf dem einwandfreien Verkehr von Berufstätigen. Dann, in einer dritten Etappe, sieht man Öffnungsschritte gegenüber der Schengen-Aussengrenze vor, also gegenüber Drittstaaten.

Der Berufsverkehr wird ab dem 11. Mai zunehmen, weil das Wirtschaftsleben ab diesem Zeitpunkt wieder mehr Fahrt aufnehmen wird und dadurch auch wieder mehr Grenzgänger ihre Arbeit in den Grenzkantonen aufnehmen werden. Die Eidgenössische Zollverwaltung ist hier für die Öffnung der Grenzübergänge operativ zuständig. Diese erfolgt in Absprache mit den beteiligten Kantonen und dem beteiligten Ausland, mit den angrenzenden Regionen, beispielsweise der Lombardei oder im Norden auch mit Frankreich. Es wurden schon einige solche Grenzübergänge wieder geöffnet.

Die beschriebenen Lockerungen bei den Einreise- und Zulassungsbeschränkungen werden also kaum Einfluss auf den Personenverkehr haben, jetzt einmal mit Ausnahme der Grenzgänger. Aber jene, die arbeiten oder im Familiennachzug kommen, reisen ja nur einmal ein, sie reisen nicht ein und aus.

Der Bundesrat hat auch den Fahrplan für die Zeit nach dem 11. Mai beraten und plant für den 8. Juni einen zweiten Schritt hin zur Normalisierung der Einreisebestimmungen, immer unter dem Vorbehalt, dass die epidemiologische Situation dies zulässt. Wir verfolgen hier die gleiche Strategie wie bei anderen Lockerungsschritten. Das Ziel ist es, ab diesem Zeitpunkt im Rahmen der Personenfreizügigkeit wieder neue Gesuche von erwerbstätigen EU- und EFTA-Staatsangehörigen entgegenzunehmen. Wir sprechen also nicht mehr über hängige, sondern allenfalls über neue Gesuche.

Dieser nächste Schritt wird natürlich in enger Absprache mit den Kantonen und auch mit den Sozialpartnern erfolgen. Als flankierende Massnahme werden wir dannzumal auch die Stellenmeldepflicht reaktivieren; diese ist ja zurzeit sistiert. Sie hat zusammen mit den anderen flankierenden Massnahmen zum Ziel, dass das inländische Arbeitskräftepotenzial bestmöglich genutzt wird. Das war vor der Krise so, und das soll auch nach



der Krise so sein.

Mit dem Entscheid vom 29. April hat der Bundesrat, wie von der Motionärin verlangt, einen Plan zur schrittweisen Lockerung der Einreise- und Zulassungsbestimmungen und zur ebenfalls schrittweisen Wiederherstellung der Personenfreizügigkeit vorgelegt. Der Bundesrat beantragt Ihnen deshalb die Annahme der Motion. Aber ich möchte noch einmal deutlich sagen: Lockerungsschritte können nur in Absprache mit den umliegenden Staaten erfolgen. Der Bundesrat hat sehr viel Verständnis auch für die Situation von Paaren, die nicht verheiratet sind. Diese können sich aber sehen, wenn sie gemeinsame Kinder haben. Sie können sich auch sehen, wenn sich beispielsweise gesundheitliche Vorfälle ereignen. Aber ich bitte Sie auch um Verständnis, dass die Grenzwa- che, die an der Grenze den Einreisegrund überprüfen muss, dies auch dokumentiert haben muss. Ich möchte noch ergänzen, wie die Regeln in unseren Nachbarstaaten sind. Deutschland: Der Besuch von Konkubinatspartnern ist mangels eines Nachweises nicht erlaubt. Österreich: Das Familienverhältnis ist bei der Kontrolle an der Grenze glaubhaft zu machen. Frankreich: Es ist so, dass man beweisen muss, dass man in Frankreich im Konkubinat lebt; das heisst also faktisch, dass man einen Aufenthaltstitel haben muss. In Italien ist der Zivilstand nicht massgebend, dort kann nur einreisen, wer in Italien einen Aufenthaltstitel hat. Sie sehen also, diese Bestimmungen gehen weiter als jene der Schweiz.

AB 2020 N 534 / BO 2020 N 534

Ich kann Ihnen auch sagen: Wir haben seit dem 13. März für fast 10 000 Härtefälle, wie man so sagt, Bewilligungen erteilt, für Personen, die aus anderen Gründen einreisen wollten oder mussten als die Kategorien von Personen, die ich genannt habe. Noch einmal: Eine einseitige Lockerung kommt für die Schweiz nicht infrage. Sie müssen wissen, 10 Prozent der Mobilität im gesamten Schengen-Raum betreffen die Ausreise aus der Schweiz und die Einreise in die Schweiz. Wenn wir die Regeln einseitig lockern würden, dann hätten wir einen grossen Zustrom von Personen und damit einen Personenverkehr, den wir aufgrund der epidemiologischen Lage im Moment nicht möchten. Wir machen auch – ich habe es gesagt – verschiedene Lockerungsschritte im Inland, und wir möchten das Anliegen dieser Motion hier auf diese Lockerungsschritte abstimmen, und selbstverständlich auch das nur koordiniert mit den Nachbarstaaten.

Ich stehe gerne für Fragen zur Verfügung; ich sehe, dass sich hier schon eine ganze Reihe von Herren postiert hat.

Molina Fabian (S, ZH): Fürs Amtliche Bulletin möchte ich Folgendes festhalten: Der Bundesrat gab diese restriktive Lockerung erst bekannt, nachdem die Aussenpolitische Kommission beschlossen hatte, das vom Bundesrat zu verlangen.

Nun zu meiner Frage: Wenn man sich die Meinungen der Wissenschaftler anhört, dann kommt man zum Schluss, dass die Aussage relativ klar ist. Grenzschiessungen bringen relativ wenig bis nichts. Sie bringen insbesondere dann nichts, wenn die Infektionsrate im Inland höher ist als im Ausland zum Zeitpunkt der Grenzschiessung. Wie begründet der Bundesrat diese Massnahme epidemiologisch?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sie haben recht, Herr Nationalrat Molina: Das war auch der Streitpunkt damals bei der Grenzschiessung. Zuerst kam Italien, und wir haben dann nachgezogen und die Grenze ebenfalls geschlossen. Der Grund damals war aber nicht ein rein epidemiologischer, da Viren selbstverständlich keine Grenzen kennen. Wir wissen, dass das Virus aus China kam, denn heute reisen die Menschen, sind mobil, und sie nehmen solche Krankheiten auch mit. Aber es ging dabei auch darum, die Überlastung des eigenen Gesundheitswesens zu verhindern. Damals, als wir die Grenze mit Italien geschlossen haben, gab es schon Hinweise darauf, dass sich Personen aus Norditalien im Tessin hospitalisieren wollten. Doch der Kanton Tessin war schon in einer schwierigen Lage, und deshalb konnte man das nicht zulassen.

In der Zwischenzeit ist man zum Schluss gekommen, dass die Einschränkung der Mobilität natürlich auch dazu beiträgt, die epidemiologische Lage oder, wie die Deutschen jeweils sagen, das Infektionsgeschehen etwas unter Kontrolle zu behalten. Wenn ich mit den Kolleginnen und Kollegen im Ausland spreche, dann höre ich, dass in einem Staat sowohl das Infektionsgeschehen als auch die Massnahmen, die getroffen werden, eine Rolle spielen. Das heisst also, wenn man die Grenzen jetzt bilateral öffnen würde, wollte man das mit einem Staat tun, der auch bei den Öffnungsschritten in etwa eine analoge Situation hat.

Dann kommt hier noch etwas dazu. Es ist nicht sehr charmant, aber die Schweiz ist ein Transitland. Ich höre unsere Nachbarn im Norden sagen: Ja gut, die Schweiz, das ist das eine, aber wir wollen keinen Transit von Italien z. B. nach Deutschland. Das ist so, weil man die Befürchtung hegt, dass damit eine zweite Welle ausgelöst werden könnte – und dies, nachdem man im Inland die Beschränkung der Mobilität sowie alle anderen Einschränkungen angeordnet hat, die wir jetzt erlebt haben und weiterhin erleben.



Nussbaumer Eric (S, BL): Frau Bundesrätin, ich gehe mit Ihnen einig, dass Sie die Lockerungsschritte sorgfältig mit den Nachbarstaaten angehen müssen. Etwa die Hälfte der Schengen-Staaten hat keine oder fast keine Restriktionen eingeführt. Damit bleibt die Frage im Raum: Was hatte das für Auswirkungen auf das Infektionsgeschehen? Gibt es wissenschaftliche Erkenntnisse, inwieweit das Infektionsgeschehen – wie Sie das ausgeführt haben – sich in den Ländern im Schengen-Raum, die Restriktionen haben, anders entwickelt hat als in denjenigen, die keine haben?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Es trifft nicht zu, dass 50 Prozent der Schengen-Staaten keine Restriktionen haben. Es sind einzig Dänemark, Irland, Luxemburg und Schweden. Im Übrigen hat Luxemburg Deutschland ersucht, die Grenzkontrollen bitte wieder abzuschaffen. Deutschland hat das abgelehnt. Man muss es klar sagen: Die Schengen-Staaten haben aufgrund ihrer eigenen Interessen und ihrer eigenen Gesundheitslage entschieden.

Zur Frage, ob es wissenschaftliche Erkenntnisse gibt: Nehmen wir Schweden. Ich glaube, da muss man nicht Wissenschaftlerin oder Wissenschaftler sein, um zu sehen, dass auch die geografische Lage etwas dafür spricht, dass sich die Pandemie dort weniger ausbreiten konnte als bei uns, die wir geografisch mitten in Europa sind. Aber es ist in der Tat so – ich habe extra noch von unserer Mission in Brüssel die Liste der Länder verlangt –, dass Belgien, Bulgarien, die Tschechische Republik, Deutschland, Estland, Spanien, Kroatien, Ungarn, Italien, Litauen, wo sogar Ausreisebeschränkungen für Litauer gelten, Portugal, die Niederlande, Polen, Rumänien, Slowenien und die Slowakei Beschränkungen einschliesslich betreffend Arbeitsmarkt, also auch betreffend Freizügigkeitsabkommen, erlassen haben.

Bei dieser Videokonferenz, die wir letzte Woche hatten, wurde es deutlich: Es handelt jeder nach seinen Interessen. Auch die Schweiz handelt nach ihren Interessen und versucht, die eigene Bevölkerung zu schützen.

Romano Marco (M-CEB, TI): Gentile signora consigliera federale, eine Frage zur Situation mit Italien: Die epidemiologische Lage in Norditalien ist weiterhin besorgniserregend. Können Sie der Tessiner Bevölkerung zusichern, dass die besondere Situation des Tessins wahrgenommen wird und dass die aktuell geltenden Regeln nur dann gelockert werden, wenn es gesundheitlich und epidemiologisch vertretbar ist, und dass dann auch eine effektive Reziprozität mit Italien gelten wird?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Selbstverständlich sind wir uns bewusst, dass die Lage im Tessin anders ist. Es ist auch so, dass es in Italien selbst unter den Regionen eine Reisebeschränkung gibt. Die Mobilität in Italien zwischen den Regionen selbst ist also eingeschränkt. Die italienische Regierung hat uns dafür gedankt, dass die Grenzgänger weiterhin in die Schweiz kommen konnten. Dies war auch nötig. Es sind über 4000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger, die im Gesundheitswesen arbeiten, die man dringend im Tessin gebraucht hat.

Dass die Reziprozität gelten würde oder gilt, ist klar. Mit Italien ist das insofern erfüllt, als Italien, wie ich es vorhin gesagt habe, Einreisen zum Arbeitsmarkt respektive Ausreisen – dies sowieso, es kann immer jeder Bürger ausreisen – zulässt. Das gilt also auch bei den Lockerungsschritten, die wir vorsehen. Es ist durchaus auch möglich, dass die Lockerungsschritte dann an verschiedenen Landesgrenzen vielleicht ein wenig unterschiedlich umgesetzt werden. Selbst wenn man jetzt sagt, dass Leute, die einen Arbeitsvertrag haben und vor dem 25. März ein Gesuch gestellt haben, im Tessin arbeiten können, muss der Arbeitgeber sie dann tatsächlich auch brauchen. Auch jetzt ist es also nicht so, dass alle Grenzgänger wieder kommen, obwohl sich das Tessin seit gestern offiziell wieder im Lockout befindet.

Von daher müssen Sie sich hier keine Sorgen machen. Wir werden hier sicher ein besonderes Auge auf das Tessin und die norditalienische Region richten.

Brunner Thomas (GL, SG): Geschätzte Frau Bundesrätin, meine Frage geht in eine ganz ähnliche Richtung. Ich habe vollstes Verständnis für Ihre Vorbehalte, was die pandemische Situation betrifft, auch in Bezug auf den Nord-Süd-Transit. Es ist nun aber so, dass das Schutzbedürfnis und die Situation südlich der Alpen und in der Région lémanique anders sind als im Norden und Osten der Schweiz. Deshalb meine Frage: Ist es nicht nur denkbar, sondern auch konkret

AB 2020 N 535 / BO 2020 N 535

vorgesehen, dass man an den unproblematischen Grenzen zu Deutschland und Österreich zügiger vorwärtsmacht und nicht darauf wartet, bis sich die Situation auch an anderen Grenzen entspannt hat? Das würde heissen, dass man sich an der Realität orientiert und dort lockert, wo es möglich ist.



Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Offensichtlich war ich vorhin doch zu diplomatisch, aber Deutschland ist im Moment nicht interessiert an Lockerungen der Grenzkontrollen zur Schweiz, weil wir auch eine gemeinsame Grenze zu Italien haben. Das ist die Realität. Ich muss Ihnen aber auch sagen, dass ich in Kontakt bin: Vor etwa zehn Tagen habe ich zum letzten Mal mit den Kollegen Seehofer und Nehammer gesprochen. Wir wollen alle das Gleiche: Wir alle wollen wieder eine gewisse Normalität. Aber wissen Sie, es nützt Ihnen nichts, wenn wir zwar sagen, dass man jederzeit ausreisen kann, Sie dann aber in Deutschland nicht einreisen dürfen. Wir werden uns dennoch sehr bemühen. Ich möchte hier keine Erwartungen schüren, die der Bundesrat dann nicht umsetzen kann, aber vielleicht gibt es eine Möglichkeit, dass man mindestens mit Österreich oder auch mit dem Süden von Deutschland punktuelle Lösungen findet. Die Position in Berlin war aber bis jetzt klar, ich habe es vorhin bereits gesagt: Auch Konkubinatspaare usw. dürfen nicht einreisen. Während dieser Pandemie habe ich aber auch etwas gelernt: Was ich heute sage, ist morgen vielleicht nur zu 50 Prozent wahr und in zwei oder drei Wochen noch zu 25 Prozent oder überhaupt nicht mehr, weil sich die Lage entwickelt. Es ist eine Frage der Zeit, aber ich hoffe auch, dass es punktuell zügiger gehen wird.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Sehr geehrte Frau Bundesrätin, ich hätte gerne eine Klärung bezüglich Kurzaufenthalter für Schweizer Unternehmen: Wie sieht es bezüglich Kurzaufenthaltsbewilligungen für Spezialisten und Techniker aus der EU oder aus Drittstaaten aus, die hier, bei Schweizer Unternehmen, Arbeiten verrichten müssen? Was ist diesbezüglich konkret geplant?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Geschätzte Frau Nationalrätin Martullo, die Frage der Spezialisten und Techniker ist geklärt. Man kann hier sagen, dass das im besonderen Interesse der Schweiz ist, weil es vor allem um die Industrie geht. Wir haben hier grössere Begehren oder auch Erwartungen seitens der Industrie. Wenn zum Beispiel eben gerade Maschinen oder spezielle Einrichtungen geliefert werden, sollen auch Techniker mitkommen und Serviceleistungen machen können. Das dürfen die Kantone unter Hinweis auf eine besondere nationale Notwendigkeit, das heisst auf ein volkswirtschaftliches Interesse, bewilligen. Bei Drittstaaten sind wir noch nicht so weit; dieser Öffnungsschritt wird allenfalls auf den 8. Juni geprüft.

Marchesi Piero (V, TI): Signora consigliera federale, secondo gli esperti dopo la crisi del coronavirus la disoccupazione potrebbe salire fino al 7 per cento, vuol dire il triplo di quella attuale. Abbiamo paura che i cantoni di frontiera saranno ancora una volta quelli più toccati, per la forte migrazione per l'accesso al mercato del lavoro dei frontalieri.

Non ritiene il Consiglio federale che ripristinare la libera circolazione in modo così repentino possa ancora una volta penalizzare i cantoni di frontiera? Non ritiene che sarebbe invece il caso di cercare di sfruttare il margine di manovra che ha con l'Accordo sulla libera circolazione delle persone per dare una risposta ai cantoni di frontiera?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Die Personenfreizügigkeit ist geltendes Recht und demokratisch abgestützt in diesem Land und gilt bis auf Weiteres. Sie ist jetzt eingeschränkt. Es ist so, dass im Rahmen der Personenfreizügigkeit nur Personen in die Schweiz kommen können, die einen Arbeitsvertrag haben, weil, wie Sie angesprochen haben, gemäss Prognosen mit einer Arbeitslosigkeit von 7 Prozent zu rechnen ist. Erfahrungsgemäss ist es so: Wenn sich der Arbeitsmarkt abkühlt und es Schwierigkeiten und mehr Arbeitslosigkeit gibt, dann ist auch die Nachfrage nach ausländischen Arbeitskräften geringer.

Im Übrigen möchte ich noch einmal darauf hinweisen: In Ticino ci sono 4300 frontalieri che lavorano nel settore sanitario. Das Tessin brauchte diese Leute. Il Ticino aveva bisogno di queste persone che lavorano negli ospedali ticinesi. Es wäre nicht möglich gewesen, ohne die Grenzgänger durch die Krise zu kommen. Das Gleiche gilt für die Suisse romande.

En Suisse romande, 30 000 frontaliers travaillent dans le secteur sanitaire. C'est le cas dans les hôpitaux dans les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne – ce n'est pas vraiment la Suisse romande, mais un peu tout de même. Ils se trouvent à la frontière, dans les cantons de Vaud, de Genève et aussi du Jura –, merci, Monsieur Fridez! Il faut quand même aussi considérer que la Suisse avait besoin des frontaliers pendant la crise et qu'il était très important de pouvoir les laisser passer. Nous sommes aussi très reconnaissants à ces gens-là, qui sont venus pendant la crise soutenir le personnel de santé en Suisse.

Schläpfer Therese (V, ZH): Geschätzte Frau Bundesrätin, in der Schweiz ist die Zahl der Arbeitslosen erheblich angestiegen. Räumen Sie nun den Gesuchen, welche vor dem 25. März gestellt worden sind, eine höhere Priorität ein als unseren eigenen Arbeitslosen? Wie können Sie das verantworten? Könnten Sie das Notrecht auch in Bezug auf die Aussenpolitik anwenden, wie es in der Schweiz Anwendung findet?



Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Die Prognosen deuten auf eine hohe Arbeitslosigkeit hin. Die Arbeitslosigkeit in der Schweiz beträgt zurzeit 3 Prozent; was wir aber haben, ist eine hohe Anzahl von Kurzarbeitenden. Wir hoffen, dass es jetzt gelingt, mit der schrittweisen Lockerung, die der Bundesrat beschlossen hat, zum einen am 11. Mai, dann am 8. Juni, die Kurzarbeit wieder etwas zurückzudrängen und dafür zu sorgen, dass die Arbeitnehmenden auch tatsächlich wieder an ihre Stelle kommen.

Es ist nicht so, dass die Menschen, die vor dem 25. März einen Arbeitsvertrag hatten, höhere Priorität haben, das sind auch nicht so viele. Aber sehen Sie, Sie müssen einräumen, dass es eben auch Spezialisten gibt; es braucht Fachkräfte. Es ist halt so, dass eine Person, die die Arbeit verliert, z. B. in der Küche eines Restaurants, nicht als Monteur in der Maschinenindustrie arbeiten kann. Diese Fragen haben sich immer gestellt.

Der Bundesrat möchte sowieso kein Notrecht mehr anwenden, wenn das nicht notwendig ist. Das EJPD hat zusammen mit der Bundeskanzlei den Auftrag, eine Überführungsgesetzgebung vorzubereiten, um das Notrecht abzulösen. Wir haben ja Notrecht für die Schliessung der Grenzen angewendet, wir haben die Personenfreizügigkeit – das ist ein völkerrechtlicher Vertrag – ausgesetzt oder beschränkt, das war während der Krise durchaus möglich. Dann möchte ich darauf hinweisen, dass wir die Stellenmeldepflicht haben. Die möchten wir selbstverständlich wiedereinführen, wenn es dann darum geht, am 8. Juni allenfalls einen zweiten Schritt zu machen.

Schneider-Schneiter Elisabeth (M-CEB, BL): Frau Bundesrätin, Sie wissen, dass die Nordwestschweiz von der Offenheit von Grenzen lebt, dies nicht nur in Bezug auf die Wirtschaft. Deshalb hat die Nordwestschweizer Regierungskonferenz, die Vertretung der fünf Nordwestschweizer Kantone, eine baldige Öffnung gefordert. Die Konferenz ist überzeugt, dass punktuelle Lösungen möglich seien. Zusicherungen seitens der süddeutschen Regionen sind vorhanden. Was sagen Sie dazu?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Der Bundesrat hat diesen Brief in der Tat erhalten. Doch er wurde, wie diese Motion der APK Ihres Rates, vor den Beschlüssen des Bundesrates vom 29. April abgeschickt.

Der Bundesrat teilt – ich wiederhole das nochmals – die Motivation und den Willen, eine baldige Öffnung der Grenzen zu

AB 2020 N 536 / BO 2020 N 536

erreichen. Aber es ist aus heutiger Sicht nicht möglich, dies regional zu tun. Zuständig sind nämlich die Hauptstädte und das Bundesinnenministerium in Berlin, und dieses hat jetzt gerade die Grenzschiessung verlängert. Von daher kann ich nur wiederholen, was ich vorhin gesagt habe: Wir stehen in Kontakt und versuchen, koordiniert Öffnungsschritte zu erreichen. Für uns etwas nachteilig ist, wie gesagt, auch die Grenze zu Italien. Aber vielleicht – ich möchte keine Erwartungen wecken, die der Bundesrat nicht erfüllen kann – wird es möglich sein, im süddeutschen Raum etwas zu erreichen.

Aber nochmals: Es geht einfach darum, in einer Pandemielage die Mobilität geringer zu halten. Das war mit der Grenzschiessung möglich. Auch in der Schweiz gilt nämlich nach wie vor, dass man möglichst zuhause bleiben soll; man soll sich nicht bewegen, wenn es nicht nötig ist. Dann ist es schwierig bzw. einseitig gar nicht möglich, die Grenzen zu öffnen.

Munz Martina (S, SH): Frau Bundesrätin, ich habe Ihnen genau zugehört. Ich habe aber nicht gehört, wann auch für soziale Kontakte die Grenzen wieder geöffnet sind. In einem Grenzkanton wie Schaffhausen haben wir sehr viele grenzüberschreitende Liebesbeziehungen. Die Paare ohne Trauschein haben sich jetzt seit sechs, sieben Wochen nicht mehr gesehen. Sie leiden, und sie möchten eine Antwort von Ihnen.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich glaube, ich habe das vorhin ausgeführt: Selbstverständlich möchte der Bundesrat auch hier eine Normalisierung der Lage. Aber beim Grenzübertritt ist es eben sehr schwierig. Sie müssen sich in die Lage des Grenzwächters versetzen. Er muss klare Anordnungen haben, um einen Grenzübertritt ermöglichen zu können. Wenn man jetzt das soziale Leben wieder ermöglicht, dann führt das zu einer grossen Mobilität.

Ich möchte aber nochmals betonen: Für Paare, die nicht verheiratet sind, die gemeinsame Kinder haben, oder wenn eine Betreuung aufgrund der Gesundheit notwendig ist, gibt es Ausnahmegewilligungen. Stand heute Morgen haben wir 3792 Ausnahmegewilligungen erteilt. Es ist also nicht so, dass es keine Bewegung gibt. Aber noch einmal: Deutschland erteilt keine Bewilligungen für Konkubinatspaare. Die Schweiz kann die Grenze nicht einfach einseitig öffnen. Man kann vielleicht darüber nachdenken oder versuchen, mit anderen Staaten hier gegenseitig eine Lösung zu finden – irgendwie mit einer Bescheinigung oder wie auch immer. Das ist jetzt aber etwas Zukunftsmusik und ein spontaner Gedanke von meiner Seite. Wissen Sie, als ich am Morgen einer



Mitarbeiterin erzählt habe, dass wir heute in der Session über die Frage der Personenfreizügigkeit diskutieren, hat sie zu mir gesagt: "Ich habe meine Eltern seit Ende Februar nicht mehr gesehen, und meine Grosseltern, die im Pflegeheim sind, darf ich auch nicht besuchen." Wir haben alle solche Einschränkungen. Persönlich habe ich grösstes Verständnis, der Bundesrat hat auch Verständnis, aber wir haben eine Gesamtverantwortung für die Bevölkerung in der Schweiz. Wir tragen die Verantwortung dafür, dass diese Pandemie eingedämmt wird. Deshalb kann die Mobilität im Moment – ich sage immer "im Moment", es geht ja nicht ewig so – noch nicht vergrössert werden.

Brenzikofer Florence (G, BL): Geschätzte Frau Bundesrätin, ich möchte gerne an die beiden Fragen anknüpfen, die meine Vorrednerinnen bereits gestellt haben. Es geht dabei um diese Bewilligungen und um den Raum Nordwestschweiz.

Wir haben gehört, auch vom Kommissionssprecher, dass dieser Brief aus der Nordwestschweiz vorliegt. Wir wissen auch, dass der Trinationale Eurodistrict bereit ist zu kooperieren. Die Hochrheinkommission und die Oberrheinkonferenz sind bereit. Anscheinend ist es immer noch schwierig, diese Bewilligungen zu erhalten. Können Sie sich vorstellen, dass man diese Bewilligungen für den Grenzübertritt von Partnerinnen und Partnern und auch von Familienangehörigen, die ihre Eltern besuchen wollen, schon vor dem 8. Juni, also ab dem 11. Mai, vereinfacht? Ich meine auch jene Eltern, die nicht in einem Pflegeheim sind.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich kann hier einfach noch einmal wiederholen, dass die deutsche Bundesregierung bei Konkubinatspaaren Besuche nicht zulässt. Wir haben eine eigene Regelung. Wir geben, ich habe das vorhin gesagt, in Härtefällen Ausnahmegewilligungen. Es gibt auch im Rahmen der Familienbesuche Ausnahmeregelungen, vor allem wenn eine Person erkrankt oder in Not ist. Ich möchte auch noch einmal das Positive betonen: Verheiratete Paare, eingetragene Paare dürfen sich besuchen; auch das Besuchen der Kinder ist erlaubt. Das ist alles auch gut kontrollierbar.

Es ist möglich, dass es eine Lösung gibt. Aber bislang war die Bundesregierung in Berlin der Meinung, dass – und das entscheidet halt sie – die Grenzen Deutschlands zu seinen verschiedenen Nachbarstaaten geschlossen bleiben müssen. Wir, die Zollverwaltung im Eidgenössischen Finanzdepartement und auch die Leute im SEM, bemühen uns sehr, dort, wo es Härtefälle gibt, Ausnahmen zu bewilligen.

Arslan Sibel (G, BS): Sehr geehrte Frau Bundesrätin, Sie haben vorhin die Ähnlichkeiten der Region Basel-Stadt mit der Westschweiz erwähnt. In der Tat, bezüglich unserer französischen Nachbarn haben wir auch ein paar solche Fragen, zum Beispiel bezüglich der Familiengärten, die auf französischem Boden liegen, aber eigentlich von Schweizern und Schweizerinnen genutzt werden könnten. In dieser Zeit, wo der Boden sehr fruchtbar ist und die Leute in diese Gärten gehen wollen, sind sie nicht nutzbar. Vielleicht können Sie das Thema auch weiterhin mit unseren französischen Kolleginnen und Kollegen weiterverfolgen.

Betreffend Frankreich stellt sich aber noch eine andere konkrete Frage, nämlich jene der Härtefallregelungen, die Sie vorhin angesprochen haben. Es gibt Personen, deren Partner oder Partnerinnen, zum Beispiel in Frankreich, schwer krank sind. Auf ihre in der Schweiz eingereichten Gesuche erhielten sie dreimal ähnliche Antworten. Diese Personen haben den Eindruck, dass diese Anträge nicht einmal gelesen werden und auch nicht ernst genommen werden. Diese Sistierungen oder Härtefallregelungen sind aber trotzdem wichtig. Wie gedenken Sie hier konkret vorzugehen, damit diese Anträge eingereicht werden können?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Frau Nationalrätin Arslan, Sie stellen jetzt eine etwas operative Frage. Ich nehme das gerne entgegen. Wenn etwas nicht funktionieren sollte, ist das selbstverständlich nicht gut. Ich kann Ihnen nur sagen, dass gegenüber Frankreich 4775 Härtefälle bewilligt wurden. Die Gesuche können beim Staatssekretariat für Migration eingereicht werden und werden angeschaut. Es gibt natürlich Kriterien für die Gesuchsbewilligung, die auch erfüllt sein müssen, aber dann werden die Gesuche bewilligt.

Frankreich ist noch einmal in einer anderen Situation. Ich habe mit Innenminister Castaner gesprochen. Für die Zeit bis 11. Mai sagte er: "Il y a un confinement très strict, la liberté individuelle est vraiment très restreinte en France, et les voyages ne sont pas vraiment possibles."

Auch in Frankreich sind die Reisebedingungen sehr eingeschränkt. Das, was Sie mit den Gärten angesprochen haben, das gibt es in allen Regionen. Das gibt es auch in der Region Bodensee. Ich wiederhole mich einfach: Der Bundesrat beschliesst Lockerungsschritte, die jetzt arbeitsmarktbezogen und familienbezogen sind. Aber er kann nicht alles auf einmal lockern, weil er nicht einseitig lockern kann. Er kann im Moment nicht in Kauf nehmen, dass die Mobilität in der Schweiz zu stark ansteigt. Wir sind aber im Gespräch, ich habe es vorhin gesagt. Ich kann Ihnen hier nicht unterschreiben, wie die Situation in vier oder fünf Wochen sein wird. Wir hoffen, sie ist besser.



Ich erlaube mir noch eine weitere Bemerkung. Wenn ich jetzt die Voten gehört habe, stelle ich Folgendes fest: Die einen wollen die Personenfreizügigkeit ganz aussetzen, sie wollen sie überhaupt nicht mehr. Im Tessin will man wenn möglich nicht einmal mehr Grenzgänger – ich habe schon entsprechende Vorstösse gesehen. Dann gibt es diejenigen, die am liebsten sofort zur Freizügigkeit zurückkehren möchten. Das ist ein relativ breites Spektrum von Ansichten in dieser Frage. Dieses Spektrum hatten wir auch bei anderen

AB 2020 N 537 / BO 2020 N 537

Lockerungsschritten, etwa im Gewerbe. Sie können sicher sein, dass sich der Bundesrat bemüht, die Freizügigkeit, wenn immer möglich abgestimmt mit den Nachbarstaaten, wiedereinzuführen, und dass er auf diesem Weg bleiben wird, sobald dies für die Schweiz auch möglich ist.

Bircher Martina (V, AG): Geschätzte Frau Bundesrätin, vorhin kam die Aussage von Nationalrat Molina, wonach die Grenzschiessungen in dieser Pandemiebekämpfung überhaupt nichts gebracht hätten. Können Sie als Bundesrätin diese Aussage wirklich so stehenlassen? Es gibt ja eine ETH-Studie, die genau das Gegenteil sagt, nämlich dass die Grenzschiessung eines der effektivsten Mittel war. Muss der Bundesrat in diesem Punkt nicht auch etwas kritisch mit sich selber sein und zugeben, dass er am Anfang die Grenzschiessungen einfach etwas verschlafen hat? Denn erst als alle unsere Nachbarstaaten die Grenzen zur Schweiz geschlossen und die Schweiz als Hochrisikogebiet eingestuft hatten, hat auch der Bundesrat die Grenze zu den Nachbarstaaten endlich geschlossen.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich habe vorhin, glaube ich, schon deutlich gemacht, dass es nicht so ist, dass das nichts gebracht habe. Im Gegenteil: Die Einschränkung unserer Mobilität parallel zur Einschränkung der Mobilität in den jeweiligen Ländern hat auch dazu geführt, dass die Ausbreitung der Pandemie verringert werden konnte.

Nun, ich glaube nicht, dass der Bundesrat etwas verschlafen hat. Das erste Land, das die Grenzen geschlossen hat, war Italien. Die Schweiz hat nachgezogen, dies in Absprache mit Italien. Es musste nämlich sichergestellt werden, dass die Personen, die im jeweils anderen Land arbeiten, weiterhin über die Grenze gehen konnten. Bezüglich Deutschland und Österreich waren wir etwa zeitgleich; auch dort geschah die Schliessung in Absprache. Bezüglich Frankreich waren wir früher; wir haben zuerst die Grenze zu Frankreich geschlossen, worauf Frankreich dann nachgezogen hat. Es gab damals auch die Befürchtung, dass Frankreich sein Gesundheitspersonal sozusagen requirieren könnte. Die Kantone der Romandie hatten die Befürchtung, dass, wenn wir die Grenze schliessen, Frankreich sagen würde, dass das Gesundheitspersonal, das in der Schweiz arbeitet, in Frankreich zu arbeiten habe. Theoretisch wäre das möglich. Solche Fragen mussten wir mit den Nachbarstaaten klären. Es wäre nämlich eine grosse Beeinträchtigung der Situation in der Suisse romande gewesen, wenn die 30 000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger nicht mehr hätten arbeiten können.

Aeschi Thomas (V, ZG): Frau Bundesrätin, 1,9 Millionen Schweizerinnen und Schweizer sind in Kurzarbeit, über 150 000 Schweizerinnen und Schweizer sind arbeitslos. Wie kann man jetzt als Erstes die Personenfreizügigkeit wieder installieren wollen, statt endlich zuerst für die Schweizerinnen und Schweizer zu sorgen und eben die Personenfreizügigkeit aufzuheben? Damit könnten nämlich diese Personen bei frei werdenden Stellen zuerst berücksichtigt werden.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Herr Nationalrat Aeschi, es ist nicht so, dass die Freizügigkeit einfach wieder voll eingeführt wird. Ich habe es erklärt: Ab dem 11. Mai werden diejenigen Personen, die bereits vor dem 25. März einen gültigen Arbeitsvertrag hatten, sofern ihr Arbeitgeber in der Schweiz daran festhält, wieder einreisen können; erst in einem weiteren Schritt wird die Freizügigkeit wiedereingeführt.

Ich muss Ihnen sagen, Sie werfen dem Bundesrat jetzt einen Widerspruch vor. Ich kann das zurückgeben, denn ich habe ja mitbekommen, wie Sie, gerade auch aus Ihrer Fraktion, Forderungen gestellt haben, die Wirtschaft so schnell wie möglich zu öffnen. Ich kann Ihnen sagen, dass die Branchenverbände und viele Unternehmen bei uns auf der Matte stehen und ihre Spezialisten wollen! Denken Sie an den Tourismus, an die ganze Hotellerie und die Gastrobranche: Die haben eingespielte Teams, die verlangen, dass ihre Leute, die in der Küche oder im Service gearbeitet haben, so schnell wie möglich wieder kommen und arbeiten dürfen. Es wird auch, denke ich, nach der Krise so sein, dass diese Stellen nicht so einfach durch Schweizerinnen und Schweizer besetzt werden können.

Von daher also noch einmal: Es ist ein Mittelweg. Ich bin Ihnen aber dankbar für Ihr Votum, weil Ihr Votum das Spektrum zeigt, das ich jetzt hier gehört habe, und das wahrscheinlich auch bestätigt, dass der Mittelweg des Bundesrates nicht ganz so falsch sein kann.



von Siebenthal Erich (V, BE): Frau Bundesrätin, es ist wichtig, dass wir möglichst schnell wieder in eine Normalität kommen. Wie sieht es aus bei den Kirchen? Wann können diese wieder öffnen? Da ist ja in der Regel Platz genug. Wie sieht das aus?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Herr Nationalrat von Siebenthal, das EJPD ist nicht für die Kirchen zuständig. Ich kann Ihnen nur meine persönliche Meinung bekannt geben, nachdem ich jetzt den Bundesrat vertreten habe und in dieser Frage noch kein Entscheid gefällt wurde. Ich bin persönlich auch der Meinung, dass die Seelsorge und die Kirchen sehr wichtig sind. Am 27. Mai, wenn ich mich recht erinnere, soll hier der erste Öffnungsschritt gewährleistet werden; das hat der Bundesrat mindestens entschieden. Ich teile Ihre Auffassung, dass es vielleicht gerade in einer schwierigen Situation, in einer Krisensituation, viele Menschen gibt, die auf die Seelsorge und auf diese Unterstützung zählen wollen und dies auch dürfen.

Lohr Christian (M-CEB, TG): Geschätzte Frau Bundesrätin, wir feiern in diesen Tagen das Jubiläum des Endes des Zweiten Weltkrieges. Für eine Grenzstadt oder Grenzregion wie Kreuzlingen und die Grenzregion Konstanz ist das wirklich eine sehr denkwürdige Angelegenheit. Wir sind stolz darauf, dass wir nach Jahren, nach Jahrzehnten den Grenzzaun abbauen konnten, dass wir den Stacheldraht, der tief in unseren Seelen sass, wegbringen konnten.

Die neue Corona-Situation hat bei uns in Kreuzlingen am Schluss dazu geführt, dass man sogar noch einen Doppelzaun erstellt hat. Das ist schrecklich und ist in unserer Bevölkerung mit riesengrossem Befremden aufgenommen worden. Wir wehren uns dagegen, dass diese Situation weiter aufrechterhalten wird.

Ich möchte von Ihnen wissen, Frau Bundesrätin: Mein Eindruck war in den vergangenen Wochen, dass man an vielen Orten nicht gewusst hat, wie man auch von der Grenzschutzseite aus mit dieser Situation umgehen sollte. Es war manchmal nicht klar, was erlaubt war und was nicht erlaubt war. Das hat zu grossen Problemen geführt.

Können Sie mir sagen, wie der Weg aussehen soll, damit man hier wieder in eine vernünftige Normalität kommt?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sehr geehrter Herr Nationalrat Lohr, ich teile Ihre Einschätzung. Sie sprechen vom Zweiten Weltkrieg: Man muss sich bewusst sein, dass wir seit dem Zweiten Weltkrieg zum ersten Mal Notrecht haben. Wir haben zum ersten Mal seit dem Zweiten Weltkrieg eine Teilmobilmachung der Armee, und das, weil wir eine gravierende Pandemielage erlebt haben. Ich habe viel über den Zweiten Weltkrieg gehört, weil mein Vater fast tausend Tage Aktivdienst geleistet hat, und die Entbehrungen waren in dieser Zeit sehr gross. Das ist heute anders. Die Situation kann nicht verglichen werden, das muss man schon sehen. Wir sind nicht von aussen bedroht, sondern die Bedrohung ist unsichtbar. Und ich betone es noch einmal: Es ist der Wille und die Absicht des Bundesrates, die Gesundheit der Bevölkerung zu schützen. Nur deshalb haben wir alle Massnahmen getroffen, wie wir sie getroffen haben, aus keinem anderen Grund sonst.

Der Grenzzaun in Kreuzlingen wurde nicht durch mein Departement errichtet, sondern meines Wissens durch die Kantonspolizei. Es stimmt, dass der Grenzverkehr am Anfang zwar stark zurückgegangen ist, aber die fast durchgehenden Kontrollen, die durchgeführt werden mussten, waren für das Grenzwachtkorps, für die Leute vor Ort, die entscheiden müssen, anspruchsvoll. Ich möchte hier auch einmal den Grenzwächterinnen und Grenzwächtern danken, die 24

AB 2020 N 538 / BO 2020 N 538

Stunden im Einsatz sind – bei jedem Wetter –, die an der Grenze halt nicht immer alle Wünsche erfüllen können und die schwierigen Situationen ausgesetzt sind.

Der Bundesrat hat die Weisungen an das Grenzwachtkorps insbesondere in Bezug auf die Härtefälle – ich nehme an, dass Sie das ansprechen – vor etwa zwei bis drei Wochen präzisiert. Meines Wissens läuft der Grenzverkehr jetzt relativ friktionslos. Die Priorität wird nun darin bestehen, zu versuchen, den Verkehr der Grenzgänger so weit wie möglich zu erleichtern, damit es nicht zu Staus kommt, wenn bei uns am 11. Mai wieder Öffnungen stattfinden. Wenn wir die Geschäfte usw. wieder öffnen, wird es natürlich auch wieder mehr Grenzgänger geben, die hierherkommen, um zu arbeiten. Das Grenzwachtkorps und das SEM sind beide sehr bemüht, das Ganze so friktionslos wie möglich abzuwickeln.

Und noch einmal: Der Bundesrat möchte auch zurück zur Normalität. Wir sind in einer Phase, von der wir nicht genau wissen, wie lange sie dauert. Hoffen wir, dass sie so kurz wie möglich sein mag!

Roduit Benjamin (M-CEB, VS): Madame la conseillère fédérale, si la motion devait être refusée, quelles seraient les conséquences pour le secteur agricole, notamment pour l'engagement de main-d'oeuvre étrangère,



venant du Portugal, de Pologne, de Roumanie ou de Bulgarie, donc de gens qui, dans certains cas, ont signé des contrats qui leur permettent de venir avec leur famille?

Keller-Sutter Karin, conseillère fédérale: Je vous remercie pour votre question, Monsieur Roduit. Le Conseil fédéral a déjà décidé quelles seraient les étapes d'assouplissement des mesures. Cependant, si la motion venait à être rejetée, il faudrait quand même respecter le fait que le Parlement ne veut pas non plus d'un assouplissement des mesures en ce qui concerne la libre circulation des personnes et l'octroi de permis pour la main-d'œuvre dans le secteur agricole.

Quadri Lorenzo (V, TI): Signora consigliera federale, la ringrazio per le sue spiegazioni. In più occasioni lei ha citato il fatto che in Ticino, il mio cantone, ci sono 4000 frontalieri che lavorano nel settore sanitario. In Ticino i frontalieri in totale sono 70 000. Quindi la domanda è la seguente: ritiene che sia corretto, di fronte a questi 4000 frontalieri attivi nel settore sanitario, far entrare tutti i 70 000? Non sarebbe stato più adeguato utilizzare dei criteri più restrittivi, anche in considerazione del fatto che l'Italia, come lei ha citato prima, applica invece una politica molto rigida per quello che riguarda la chiusura delle frontiere italiane e quindi al momento esiste una situazione fortemente asimmetrica tra Svizzera e Italia?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Es ist in der Tat so: Es sind fast 70 000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger, die jeden Tag ins Tessin kommen, ich glaube, es sind genau 68 000 frontalieri, più o meno. Es ist so, dass diese natürlich nur zurückkommen, wenn im Tessin auch die Betriebe öffnen, wenn sie überhaupt gebraucht werden. Es ist an den Migrationsbehörden der Kantone, Grenzgängerbewilligungen auszustellen. Auch hier bestimmt die Nachfrage: Es braucht zuerst einmal Betriebe im Tessin, die überhaupt weitere Grenzgänger brauchen. Im Moment geht das Grenzschutzkorps davon aus, dass nur ein Teil der üblichen Grenzgängerinnen und Grenzgänger ins Tessin kommt.

Tra l'altro anche il governo del canton Ticino dice che attualmente forse solo il 50 o 60 per cento dei frontalieri vengono in Ticino – perché le aziende sono chiuse. Wenn die Betriebe noch geschlossen sind und nicht gearbeitet wird, wird es weniger Grenzgänger geben, und es wird auch weniger Bewilligungen geben.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La commission propose d'adopter la motion. M. Addor propose de la rejeter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.3130/20330)

Für Annahme der Motion ... 129 Stimmen

Dagegen ... 49 Stimmen

(5 Enthaltungen)